

Les politiques sociales

4

Capacités

- Désigner les objectifs des politiques sociales et de protection sociale
- Distinguer la redistribution horizontale et la redistribution verticale des ressources
- Énumérer et expliquer les principaux risques sociaux couverts par la protection sociale
- Caractériser la progressivité des différents prélèvements obligatoires
- Énumérer les différents modes de financement des dépenses publiques

Vers PIX

D.1.1. - Mener une recherche et une veille d'information

Avant la classe



« Sécurité sociale : 70 ans de progrès » (6'13)
liennathan.fr/3da0nl

► Quels ont été les grands objectifs de la Sécurité sociale ?

Rapport sur les inégalités en France

Édition 2023



Observatoire
des Inégalités

Situation

Inégalités de revenus, d'accès aux soins et à l'éducation, et de genre également... l'ONU a placé la fin de la pauvreté et la lutte contre les inégalités sous toutes ses formes comme premier objectif de développement durable parmi les 17 objectifs adoptés en 2015. Les récentes crises, celle du Covid et l'envolée du coût de la vie, ont entraîné 165 millions de personnes dans la pauvreté depuis 2020, selon l'ONU. En France, au niveau institutionnel, l'Insee fournit les statistiques sur l'évolution des revenus, mais

c'est l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, créé en 1998, qui œuvre pour la lutte contre les exclusions.

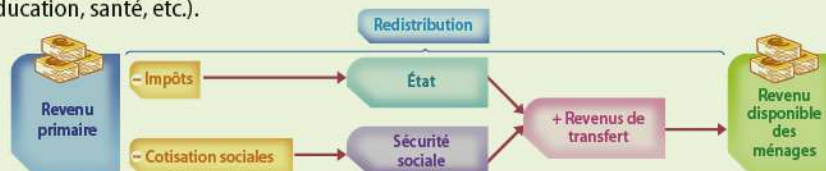
Surtout, c'est l'Observatoire des inégalités, organisme indépendant fondé en 2003, qui dresse un état des lieux des inégalités en France, en Europe et dans le monde. En juin 2023, il a publié son neuvième « Rapport sur les inégalités en France » soulignant les écarts existant entre les milieux sociaux.

1

Désigner les objectifs des politiques sociales

DOC. 1 Du revenu primaire au revenu disponible des ménages : la redistribution

La redistribution modifie la répartition primaire des revenus des ménages issus du travail et de la propriété. Des impôts et cotisations sociales sont d'abord prélevés pour financer des prestations sociales (allocations logement, chômage, etc.) ou des services collectifs (éducation, santé, etc.).



DOC. 2 Le double objectif de la redistribution

La **redistribution verticale** a pour fonction de limiter les inégalités de revenus et de promouvoir la justice sociale. Elle passe par des transferts monétaires des revenus les plus élevés vers les plus faibles. À l'inverse, la **redistribution horizontale** concerne différents domaines, liés à la couverture de risques sociaux : elle est à la base de la protection sociale. En matière de santé, elle organise la solidarité entre bien-portants et malades. [...] De même pour la prise en charge du chômage, il y a redistribution horizontale des actifs occupés vers les chômeurs indemnisés. En matière familiale, elle organise la solidarité des personnes sans enfants et des familles avec enfants.

Gilles Raveaud, alternatives-economiques.fr



DOC. 3 La mesure des inégalités de revenus : le rapport interdécile

Distribution des niveaux de vie annuels des individus

Déciles de niveaux de vie	2011	2020
1 ^{er} décile (D1)	11 400	12 240
2 ^e décile (D2)	14 250	15 200
3 ^e décile (D3)	16 630	17 940
4 ^e décile (D4)	18 840	20 270
Médiane (D5)	21 170	22 570
6 ^e décile (D6)	23 740	25 140
7 ^e décile (D7)	26 970	28 260
8 ^e décile (D8)	31 530	32 310
9 ^e décile (D9)	40 560	40 180
Rapport interdécile (D9/D1)	3,56	3,28

Lecture : en 2020, 10 % des individus les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 12 240 €. Insee Analyses n° 77, octobre 2022.

REPÈRES

- Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage (donc après redistribution) divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Pour l'Insee, dans un ménage, le 1^{er} adulte vaut 1 UC ; le 2^e adulte et les enfants de plus de 14 ans, 0,5 UC ; les enfants de moins de 14 ans, 0,3 UC.
- Le niveau de vie médian est celui qui partage les individus en deux groupes d'effectifs égaux : 50 % perçoivent un revenu supérieur et 50 % un revenu inférieur.
- Les déciles sont les valeurs qui partagent une distribution en dix parties égales. Le premier décile est le revenu au-dessous duquel se situent 10 % des revenus.
- Le rapport interdécile est le rapport D9/D1 qui met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution ; c'est une des mesures de l'inégalité de cette distribution.

DOC. 4 La redistribution réduit massivement les inégalités de revenus en France

Alors qu'avant transferts, les 10 % de ménages les plus aisés disposent d'un revenu 18 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres, l'écart n'est plus que de 1 à 3 après redistribution.

Selon l'étude [des experts de l'Insee], la réduction des inégalités passe par deux canaux principaux : les prélèvements tout d'abord, qui selon les calculs des trois experts retirent 72 530 euros par unité de consommation (UC) aux plus aisés contre 7 410 euros aux ménages les plus pauvres ; le niveau des transferts ensuite, ceux-ci étant estimés à 23 450 euros par UC pour les plus modestes contre 13 420 euros pour les plus riches.

Nathalie Silbert, Les Echos, 19 septembre 2023.

Situation

Dans son rapport sur la pauvreté, l'Observatoire des inégalités relève que 8,9 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté (établi à 1 128 € par mois pour une personne seule, soit 60 % du revenu médian) en 2020. Le taux de pauvreté s'élève à 13,9 % en 2020.

- 1 Prune Brette perçoit un salaire mensuel net de 1 500 €, auquel s'ajoute l'indemnité de chômage de son mari de 875 €. Ils ne paient pas d'impôt sur le revenu, mais perçoivent 154 € d'allocation logement et 131,55 € au titre des allocations familiales pour leurs jumeaux de 8 ans. Calculez leur revenu disponible mensuel. Comment a-t-il évolué par rapport à leur revenu primaire ? ▶ Document 1
- 2 Indiquez les deux étapes de la redistribution. ▶ Document 1
- 3 Distinguez les objectifs de la redistribution verticale et de la redistribution horizontale. À quel objectif correspond la protection sociale ? ▶ Document 2
- 4 Indiquez le montant du niveau de vie médian en 2020. Que signifie ce chiffre ? ▶ Document 3
- 5 Dans quel décile de niveau de vie se situe la famille Brette ? ▶ Document 3
- 6 Retrouvez le calcul du rapport interdécile de 2020. Que signifie-t-il ? ▶ Document 3
- 7 Indiquez comment ont évolué les inégalités entre 2011 et 2020. ▶ Document 3
- 8 En quoi les données du document 4 illustrent-elles le principe de la redistribution verticale ? ▶ Document 4
- 9 Comment mesure-t-on la pauvreté ? ▶ Situation
- 10 Quelle part de la population totale la population vivant sous le seuil de pauvreté représente-t-elle en 2020 ? ▶ Situation

Allez plus loin !



Vidéo : « Le taux de privation atteint un record » (1'01)
liennathan.fr/wr2abs

- 1 Expliquez l'indicateur de pauvreté dont il est question. Quelle est la différence avec le seuil de pauvreté ?
- 2 Combien de personnes sont concernées en France ? Pourquoi ce chiffre a-t-il augmenté en 2022 ?
- 3 Recherchez sur le site de l'Insee l'ensemble des privations qui permettent de mesurer ce taux.

DOC. 5 Une protection contre les risques sociaux

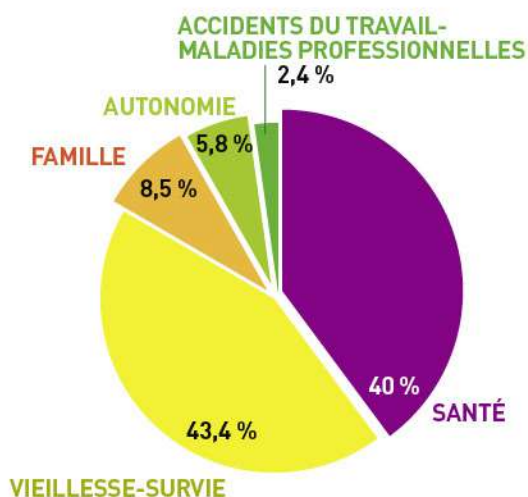
La protection sociale désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des « risques sociaux ». Il s'agit de situations susceptibles de compromettre la sécurité économique de l'individu ou de sa famille, en provoquant une baisse de ses ressources ou une hausse de ses dépenses : vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc.

La protection sociale repose sur plusieurs types de mécanismes :

- des **prestations sociales**, versées directement aux ménages, qui peuvent être en espèces (pensions de retraite) ou en nature (remboursements de soins de santé) ;
- des **prestations de services sociaux**, qui désignent l'accès à des services, fournis à prix réduit ou gratuitement (crèches, hôpitaux).

DILA, vie-publique.fr, 30/06/2018.

DOC. 6 Les dépenses de protection sociale par risques, en 2022



Le budget de la Sécurité sociale représente 640 milliards d'euros en 2022.

La Sécurité sociale couvre contre les risques sociaux suivants :

- maladie, maternité (et paternité), invalidité et décès ;
- accidents du travail et maladies professionnelles ;
- famille ;
- vieillesse et veuvage ;
- perte d'autonomie.

Un risque social est un événement, aléatoire, lié à la vie sociale, susceptible de causer aux personnes soit une perte de revenus professionnels, soit un accroissement de charge financière.

DREES, Comptes de la protection sociale, 2023

DOC. 7 Les deux logiques de la protection sociale

Les prestations sociales peuvent répondre à [deux] logiques :

- une **logique d'assurance** sociale, dont l'objectif est de prémunir contre un risque de perte de revenus (chômage, maladie, vieillesse, accident du travail). Les prestations sociales sont financées par des cotisations sur les salaires (comme dans une assurance privée) et sont donc réservées à ceux qui cotisent ;
- une **logique d'assistance**, qui a pour objectif d'instaurer une solidarité entre les individus pour lutter contre les formes de pauvreté. La prestation assure alors un revenu minimum, qui ne couvre pas forcément un risque spécifique. Il est versé sous condition de ressources, mais non de cotisations préalables (revenu de solidarité active, allocation aux adultes handicapés).

DILA, vie-publique.fr

DOC. 8 Légère baisse du nombre d'allocataires des minima sociaux en 2022

Fin 2022, 4,34 millions de personnes sont allocataires d'un minimum social*, soit une baisse de 0,4 % en un an : [...]

- 1,9 millions de foyers perçoivent le RSA, soit une baisse de 2,3 % en un an, [qui] succède à une forte hausse des effectifs en 2020 (+7,4 %), consécutive à la crise sanitaire. [...]
- 656 900 allocataires perçoivent le minimum vieillesse.
- 1,9 million d'allocataires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

DREES, 29 septembre 2023.

* Les minima sociaux visent à assurer un revenu minimal aux personnes en situation de précarité.

Ce sont des prestations sociales non contributives, c'est-à-dire qu'elles sont versées sans contrepartie de cotisations.

Le revenu de solidarité active (RSA) est une prestation sociale qui permet aux personnes avec peu ou pas de ressources d'obtenir un revenu minimal. Le RSA s'élève à 607,75 € par mois pour une personne seule en 2023.

Situation

Fin 2022, 7,1 millions de personnes bénéficient de la complémentaire santé solidaire (CSS), soit une augmentation de 1,6 % en un an.

Destinée aux personnes à faibles ressources et résidant en France de manière stable et régulière, la CSS est une complémentaire santé gratuite (ou quasi-gratuite pour certains bénéficiaires). Elle est un des piliers du système social français car elle permet à un allocataire de voir ses dépenses de santé prises en charge à 100 % par la Sécurité sociale, sans condition de cotisations préalables. Aucun frais de santé n'est à avancer.

Objectif : réduire les inégalités en matière d'accès aux soins.

- 11 Repérez l'objectif général de la protection sociale. 📄 Document 5
- 12 Indiquez le mécanisme de la protection sociale dont bénéficient :
 - une personne hospitalisée ;
 - un chômeur percevant une allocation chômage.📄 Document 5
- 13 Énumérez et expliquez les principaux risques sociaux couverts par la protection sociale. Quels sont les deux risques qui génèrent le plus de dépenses sociales ? 📄 Document 6
- 14 Quel est l'objectif de la logique d'assurance ? À quelle condition est-elle soumise ? 📄 Document 7
- 15 Sur quel grand principe est basée la logique d'assistance ? Expliquez. 📄 Document 7
- 16 Parmi les prestations sociales suivantes, distinguez celles qui relèvent d'une logique d'assistance de celles qui relèvent d'une logique d'assurance.
 - a. Allocation chômage
 - b. Pension de retraite
 - c. RSA
 - d. Indemnités de congé de maternité
 - e. Allocation aux adultes handicapés
 - f. Complémentaire santé solidaire (CSS)📄 Documents 7 et 8
- 17 Énumérez les différents minima sociaux. Qu'ont-ils en commun ? 📄 Document 8

Allez plus loin !



Vidéo : « 3 minutes pour comprendre la Sécu » (2'46)
liennathan.fr/hrtcyv

- 1 De quoi se composent les recettes et des dépenses de la Sécurité sociale ?
- 2 Rappelez les risques couverts par le régime général de la Sécurité sociale.
- 3 Expliquez le principe de solidarité qui fonde la protection sociale en France.
- 4 Expliquez le lien entre la protection sociale et le gain d'espérance de vie en bonne santé.

Énumérer les différents modes de financement de la politique sociale

DOC. 9 Les principaux prélèvements obligatoires

En France, les prélèvements obligatoires perçus par l'État (TVA, impôt sur les sociétés, impôt sur le revenu, TICPE) sont affectés principalement au financement des grandes missions de l'État (éducation, défense, recherche, culture, etc.), alors que les prélèvements obligatoires perçus par les administrations de Sécurité sociale (cotisations sociales, CSG, CRDS) financent la protection sociale.

Impôts		Cotisations sociales
Impôts directs	Impôts indirects	
Impôts perçus directement auprès du contribuable. <i>Exemples : impôt sur le revenu (IR), impôt sur les sociétés (IS), contribution sociale généralisée (CSG), etc.</i>	Impôts et taxes répercutés dans le prix des produits vendus, et supportés par le consommateur final mais versés à l'État par les entreprises. <i>Exemples : TVA, TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), etc.</i>	Prélèvements effectués sur les salaires par les organismes de Sécurité sociale. <i>Exemples : contributions d'assurance chômage, cotisations retraite, etc.</i>

DOC. 10 L'impôt sur le revenu : principal impôt redistributif

Un système fiscal est fortement redistributif lorsque les prélèvements progressifs y occupent une place prépondérante, par rapport aux prélèvements proportionnels :

– un **prélèvement progressif** est un prélèvement dont le taux croît lorsque son assiette (montant servant de base à son calcul) augmente. Le taux de prélèvement est alors plus

fort pour les hauts revenus que pour les bas revenus (ex. : impôt sur le revenu) ;

– un **prélèvement proportionnel** est un prélèvement dont le taux reste fixe, quelle que soit son assiette. Ex. : le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est le même pour tous les consommateurs, quels que soient leurs revenus.

DOC. 11 Le barème de l'impôt sur le revenu (IR) 2024

Le barème de l'impôt sur le revenu se caractérise par l'existence de plusieurs taux d'imposition qui s'appliquent chacun à une tranche du revenu imposable.

Prenons l'exemple d'un individu qui vit seul et dont le revenu imposable au titre de l'année 2023 s'élève à 42 000 €. Le taux de 11 % sera appliqué sur la portion de son revenu comprise entre 11 295 et 28 797 € :

Tranches de revenus 2024 (applicables sur les revenus de 2023)	Taux applicable	Montant de la tranche	Imposition pour 1 part
Jusqu'à 11 294 €	0 %	11 294 €	0 €
De 11 295 € à 28 797 €	11 %	17 502 €	1 925 €
De 28 798 € à 82 341 €	30 %	13 202 € *	3 960 €
De 82 342 € à 177 106 €	41 %	–	–
Au-delà de 177 106 €	45 %	–	–

* Ayant un revenu imposable inférieur à 82 341 €, il ne sera pas imposé sur la totalité de cette tranche mais sur une fraction correspondant à son revenu imposable, soit 42 000 – 28 798, c'est-à-dire 13 202 €.



DOC. 12 L'évolution du financement de la protection sociale

En 1981, les cotisations sociales représentaient 82 % des recettes de l'ensemble des administrations de Sécurité sociale, contre 54 % en 2022. Le financement de la protection sociale par l'impôt devient plus important : la CSG pèse aujourd'hui pour 24 % des recettes de la Sécurité sociale.

Situation

Selon l'Observatoire des inégalités, on peut observer une importante évolution de la structure des recettes de la Sécurité sociale depuis plusieurs années, à savoir la diminution du poids relatif des cotisations. Ainsi, la contribution sociale généralisée (CSG), créée en 1991, est le principal impôt qui finance la protection sociale. On peut citer également la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), créée en 1996, diverses contributions dues par les entreprises ainsi que des taxes sur les produits considérés comme nuisibles à la santé (alcool, tabac).



- 18 Quels sont les prélèvements obligatoires qui viennent en déduction du revenu primaire des ménages ? ➤ Document 9
- 19 Indiquez le double rôle des prélèvements obligatoires dans la redistribution. ➤ Document 9
- 20 À quelle occasion un agent économique est-il soumis au versement de la TVA ou de la TICPE ? Expliquez en quoi il s'agit d'impôts proportionnels. ➤ Documents 9 et 10
- 21 Quel type d'impôts permet de diminuer les inégalités de revenus ? Expliquez. ➤ Documents 10 et 11
- 22 À partir de l'exemple, indiquez la fraction du revenu imposable à 11 %. Retrouvez le calcul du montant de l'impôt dû pour cette tranche (1 925 €). ➤ Document 11
- 23 Calculez le montant total de l'impôt dû par cette personne au titre de l'année 2023. Montrez que l'impôt sur le revenu est un impôt très progressif. ➤ Document 11
- 24 Indiquez le mode de financement spécifique de la protection sociale. Comment évolue-t-il ? ➤ Situation
➤ Documents 9 et 12

Allez plus loin !



Vidéo : « À quoi servent nos impôts ? » (3'07)
liennathan.fr/5we9pk

- 1 Relevez les principaux domaines d'intervention de l'État.
- 2 Quelles sont les principales sources de mécontentement des contribuables en France ?
- 3 À votre avis, pourquoi moins de la moitié des Français paient l'impôt sur le revenu ?

DOC. 13 Le système de redistribution français permet de réduire significativement les inégalités

Selon N. Leandri [président de l'Observatoire des inégalités], ce système permet de réduire significativement les inégalités, rappelant que « la France est un pays où les inégalités sont parmi les plus faibles des pays riches ». Cette efficacité repose à la fois sur les recettes (impôts et taxes) et les dépenses de l'État. Du côté des recettes, c'est le principe de l'impôt progressif qui

permet d'assurer une redistribution plus égalitaire des revenus. Sur ce point, N. Leandri déplore néanmoins la réduction du niveau de progressivité du barème des impôts donnant ainsi naissance à un « système fiscal moins redistributif que dans le passé ». Selon lui, c'est du côté des dépenses que le système fiscal contribue le plus efficacement à réduire les inégalités. [...]

D'après lafinancepourtous.com

Alors qu'avant transferts, les 10 % de ménages les plus aisés disposent d'un revenu 18 fois plus élevé que celui des 10 % les plus pauvres, l'écart n'est plus que de 1 à 3 après redistribution.

Insee Analyses n° 88, 19 septembre 2023.

DOC. 14 La protection sociale atténue les inégalités de revenus

Du côté des prélèvements directs, l'impôt sur le revenu est le plus redistributif : en 2021, il participe pour 28 % à la réduction des inégalités de niveau de vie.

Du côté des prestations sociales, les masses monétaires sont deux fois moins importantes que pour les prélèvements, mais elles contribuent à 62 % de la réduction des inégalités en 2021. Elles sont particulièrement progressives, car souvent dotées d'un barème ciblé sur les ménages à faibles revenus. Les aides au logement apportent un soutien financier important aux ménages qui les perçoivent : elles représentent 10 % du niveau de vie moyen des 20 % de personnes les plus modestes (17 % pour les 10 % le plus modestes) et contribuent pour 14 % à la réduction des inégalités. Les minima sociaux et la prime d'activité représentent 19 % du niveau de vie moyen des 20 % de personnes les plus modestes (32 % pour les 10 % les plus modestes) et contribuent pour 28 % à la réduction des inégalités.

France, *Portrait social*, édition 2022, Insee Références.

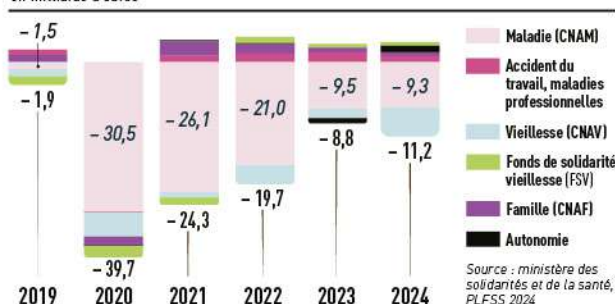
DOC. 15 La protection sociale couvre tous les individus, mais connaît un problème de financement

Le « trou de la Sécu » se creuse à nouveau

Après un déficit abyssal de près de 40 milliards d'euros en 2020 pour cause de Covid-19, la Sécurité sociale avait peu à peu réduit ses pertes. Mais les comptes de 2023 sont plombés par un dérapage des dépenses de santé. [...] Cet écart s'explique « principalement » par les revalorisations salariales à l'hôpital, annoncées en juin 2023, et par une hausse plus importante que prévu des soins de ville.

20 minutes avec AFP, 26 septembre 2023.

Soldes du régime général de la Sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse, en milliards d'euros



DOC. 16 Les défis du financement de la protection sociale

La progression des dépenses de santé et de retraites

Sous l'effet de facteurs multiples tels que le vieillissement de la population ou l'amélioration des techniques médicales, les prestations sociales ont progressé plus vite que la production nationale, avec une accélération récente du fait de la crise. En effet, le ralentissement a également le même effet : les besoins sociaux augmentent (plus de dépenses de prestations de solidarité

en faveur des publics précarisés tels que les chômeurs) alors que les recettes, basées sur la croissance, ne suivent pas, voire baissent.

Une insuffisance des recettes en raison de la faiblesse de la croissance

Dans les pays où la protection sociale est assise sur les salaires (France, Allemagne), les recettes varient en fonction de la conjoncture. Or, la croissance est modeste depuis la crise de 2008.

Situation

L'Observatoire des inégalités déplore une augmentation de l'injustice fiscale, au motif que les impôts progressifs ne représentent plus qu'autour de 5 % des revenus des ménages. De leur côté, les prélèvements non progressifs – la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la contribution sociale généralisée (CSG), les cotisations sociales salariales, les taxes sur l'énergie, l'alcool ou encore le tabac... – touchent autant, et parfois plus, les pauvres que les riches. Ils pèsent aussi beaucoup plus : un tiers des revenus des ménages. Cependant, la France ne s'en sort pas trop mal par rapport à ses voisins européens. Elle fait partie des pays où le taux de pauvreté est le plus bas, avec la Belgique, la Finlande, l'Autriche, le Danemark et les Pays-Bas. Et cela grâce à son système de protection sociale, qui offre un filet de sécurité aux plus démunis.

- | | | |
|----|--|---------------------------------|
| 25 | Indiquez comment évoluent les inégalités de revenus avant et après redistribution. | Document 13 |
| 26 | Pourquoi la France est-elle un des pays européens où le taux de pauvreté est le plus faible ? | Situation
Documents 13 et 14 |
| 27 | À quelle condition la fiscalité permet-elle la redistribution verticale des revenus ? Citez l'impôt le plus redistributif. | Situation
Document 13 |
| 28 | Entre les systèmes fiscal et social, quel est le plus efficace en matière de réduction des inégalités ? Illustrez votre réponse. | Situation
Documents 13 et 14 |
| 29 | Quelle est la contribution des allocations logement à la réduction des inégalités ? | Document 14 |
| 30 | Quel est le problème posé par la protection sociale en France ? | Document 15 |
| 31 | Que signifie un déficit de la Sécurité sociale ? Quelles sont les branches qui pèsent le plus lourd dans ce déficit ? | Document 15 |
| 32 | À combien s'élève-t-il, selon les prévisions, pour 2023 et 2024 ? Comment a-t-il évolué ces dernières années ? | Document 15 |
| 33 | Quels facteurs sont à l'origine de la dégradation du déficit de la Sécurité sociale ? | Document 16 |

Allez plus loin !

PIX D1. 1

Préparez-vous au Grand oral

Vers une réforme de l'impôt sur les successions

Le patrimoine hérité s'accroît globalement depuis une trentaine d'années. Or, le système de taxation de l'héritage creuse les inégalités. L'idée de réformer l'impôt sur les successions revient dans le débat public à la faveur de plusieurs études économiques.

vie-publique.fr, 12 janvier 2022

Après avoir pris connaissance de la réglementation actuelle en matière de droits de succession, vous proposerez deux ou trois arguments bien étayés qui vous permettront de défendre votre position.



Lien : « Vers une réforme de l'impôt sur les successions ? »
liennathan.fr/662hwg



Lien : « Héritage : en avoir ou pas »
liennathan.fr/qcp9kq